

David Thomson

LES REVENANTS

Ils étaient partis faire le jihad,
ils sont de retour en France

LE LIVRE ÉVÉNEMENT

Seuil **LES**
JOURS
.FR

Les revenants

DU MÊME AUTEUR

Les Français jihadistes
Les Arènes, 2014

David Thomson

Les revenants

Ils étaient partis faire le jihad,
ils sont de retour en France

Seuil **LES**
JOURS
.FR

ISBN 978-2-02-134939-9

© ÉDITIONS DU SEUIL, DÉCEMBRE 2016

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Introduction

Couvrir l'actualité jihadiste est un travail passionnant mais épuisant. Parfois dangereux, souvent ingrat. Au quotidien, il m'a fait pratiquer un journalisme d'anxiété qui ne prévoit et n'annonce que des mauvaises nouvelles. «David Thomson, ou la personne qu'on a envie d'inviter aux soirées, car il met une bonne ambiance», tweete ainsi une consœur, un jour, pour plaisanter. J'ai été confronté à cette idéologie fortuitement, à Tunis, fin 2011, en apercevant sur le bord d'une route un stand de prédication orné de drapeaux noirs. Je m'arrête, je discute. La radicalité décomplexée de ce discours au lendemain de la révolution m'interpelle. Son succès grandissant au sein d'une partie de la jeunesse tunisienne, de plus en plus violente, me frappe. Depuis, j'ai consacré un large pan de ma vie à essayer de comprendre ce courant de l'islam. Sans totalement y parvenir.

Ce journalisme est aussi une école de l'humilité. Un jeu d'équilibriste, un brin schizophrène. J'ai découvert de la complexité quand l'explication paraissait élémentaire. J'ai dû penser, souvent, contre moi-même. Me résoudre à accepter une part de mystère quand il devenait impossible de comprendre. Conserver la bonne distance, tenir la neutralité journalistique. Je n'ai jamais été autre chose qu'un simple observateur. Même lorsque je menais des entretiens avec une vieille source qui, en Syrie, retenait en même temps en otage, avant leur exécution, d'anciens compagnons

de reportage. De James Folley, mon dernier souvenir n'est pas celui d'un supplicié en tenue orange dans une vidéo de l'État islamique. Mais celui d'un confrère que je vis prendre tous les risques en Libye, lors de la bataille de Syrte, pour aller sauver sous le feu kadhafiste un ami dont le corps venait d'être déchiqueté par les éclats d'une roquette RPG. De Steven Sotlooff, celui d'un talentueux reporter qui, en bon camarade de veillée, vidait généreusement mon cognac après la chute de Tripoli. De Ghislaine Dupont, assassinée sur un autre continent par Aqmi, avec Claude Verlon, celui d'une grande consœur courageuse, exigeante et acharnée, terreur des potentats africains, qui corrigait mes premiers papiers à RFI, à la Maison de la Radio.

Couvrir l'actualité jihadiste, c'est aussi deviser avec une autre vieille source volontiers blagueuse, mais dont le travail est d'être bourreau au sein de l'État islamique. Et qui n'hésitera pas à me menacer de mort ou à me tuer si nécessaire. Un travail d'échanges quotidiens depuis cinq ans, dans une impossible confiance, une méfiance permanente, entre des acteurs situés chacun dans un camp ennemi. Chaque interviewé pouvant décider de me tuer à chacune de nos rencontres. C'est une immersion dans la morbidité, avec des jeunes d'à peine 20 ans, dont le projet de vie est de tuer pour être tués. C'est aussi apprendre régulièrement qu'un contact de plusieurs années vient de mourir au combat, frappé par un drone ou dans un attentat. Apprendre au détour d'un push d'iPhone qu'un autre vient d'être arrêté par la police dans un « vaste-coup-de-filet-antiterroriste ».

Ces milieux sont parmi les plus difficiles d'accès. Ils sont de ce fait quasiment toujours traités par la lucarne de sources secondaires, émanant des services de police ou de justice : PV de gardes à vue, ordonnances de renvoi, écoutes téléphoniques, etc. Considérant ce prisme comme indispensable mais biaisé, j'ai fait le choix dès le départ de me couper de ce type de sources pour

ne travailler qu'à partir de sources primaires, les jihadistes eux-mêmes.

Presque toutes ces sources sont anonymisées pour garantir une liberté de parole. Ma seule matière est constituée des reportages et des entretiens que j'ai réalisés depuis 2011 avec, au total, une centaine de jihadistes d'abord tunisiens puis français, belges et même suisses. Des jihadistes que j'ai pour la plupart suivis pendant cinq ans. Certains jusqu'à leur mort. Cela nécessite de convaincre des gens qui vous détestent à triple titre (comme français, chrétien et journaliste) d'accepter que vous passiez beaucoup de temps avec eux. Cela a été rendu possible grâce à mon travail de correspondant régional basé à Tunis pendant trois ans pour Radio France internationale au lendemain de la révolution.

C'est en effet à Tunis, en 2012, que, pour la première fois, je scelle des relations avec des jihadistes. Je suis alors totalement ignorant de leur univers mental. Je filme la réunion d'un parti salafiste discutant *charia* et jurisprudence islamique sur le droit des femmes. À la fin, deux jeunes à la longue barbe et à la moustache rasée m'abordent. L'un d'eux se poste devant moi, me fixe et fait du doigt un signe de refus. Je pense alors qu'il souhaite m'interdire de filmer. Mais non. « Eux, c'est pas les vrais salafistes, me dit-il en français, nous, on est les vrais salafistes. Nous, on est salafistes jihadistes. » Je ne le sais pas encore, mais ces deux jeunes de moins de 30 ans sont déjà très influents au sein du mouvement jihadiste tunisien.

Avant la révolution, ils avaient été emprisonnés pour leurs liens avec un groupe lié au GSPC algérien qui avait attaqué l'armée tunisienne sous Ben Ali près du village de Soliman. Après la révolution, ils ont bénéficié d'une amnistie. L'un d'eux occupe actuellement un poste important au sein de l'État islamique. Ils acceptent que je les suive pendant plusieurs mois, mais à la condition, au départ, de ne rien enregistrer ni filmer ou écrire. Au

fil des mois, ils m'introduisent au sein du mouvement jihadiste Ansar al-Charia qui vient de se former et qui profite de l'instabilité post-révolutionnaire pour devenir très vite un mouvement de prédication jihadiste de masse, dans l'indifférence générale.

Je les suis quand ils apportent de l'argent aux familles des premiers « martyrs » tués en Syrie. Quand, se substituant à un État défaillant, ils apportent des packs de lait, des couvertures, des exemplaires du Coran et des niqab dans les montagnes de la frontière algérienne aux populations laissées pour compte. Quand leurs cadres, dont certains deviendront mufti de l'État islamique, prêchent inlassablement le jihad, tous les jours, dans les faubourgs tunisois. Quand ils attaquent l'ambassade américaine de Tunis. Et quand ils enterrent leurs premiers morts en affrontant les forces de l'ordre.

C'est ce mouvement qui explique que la Tunisie soit devenue le pays le plus touché au monde par le phénomène jihadiste. Près de 6 000 jeunes Tunisiens sont partis au jihad dès 2012, sur une population de 11 millions d'habitants. En l'espace d'un an, c'est la même jeunesse tunisienne qui cherchait initialement à rejoindre clandestinement l'Europe *via* Lampedusa sur des coquilles de noix en 2011 qui, par la suite, en 2012, a commencé à partir en masse vers la Syrie. Déçus de la révolution, leurs espoirs se sont déplacés, passant de l'idéal d'un pays de Cocagne matériel à celui d'un paradis céleste. D'une émigration économique à une émigration jihadiste.

Je réalise au printemps 2012 le premier reportage sur des Tunisiens qui partent combattre en Syrie. Dans ce reportage figure un jeune homme charismatique à la longue barbe et au regard vert perçant. Son nom ne me dit encore rien mais il devient très vite une figure du jihad international. L'année suivante il fera partie du commando qui assassinera l'opposant historique Chokri Belaïd et le député de Sidi Bouzid, Mohamed Brahmi.

Son frère, qui est en Irak depuis 2003, est déjà un cadre jihadiste important. Il le rejoint en 2014 après un bref séjour en prison pour avoir participé à l'attaque du consulat américain à Benghazi en Libye et devient émir des frontières de l'État islamique. La tête de son frère, émir des opérations kamikazes, est mise à prix par les États-Unis pour 3 millions de dollars. Tous les deux finissent par être « dronés ».

En Tunisie, au bout de quelques mois, l'émir d'Ansar al-Charia, Abou Iyadh accepte que je filme ses partisans. C'est un vétéran du jihad en Afghanistan, ancien lieutenant de Ben Laden en Europe. Il était autrefois le leader du GCT, le groupe de combat tunisien, sous allégeance Al-Qaïda, qui a mené l'assassinat du commandant Massoud, le 9 septembre 2001. Lui aussi bénéficie d'une amnistie au lendemain de la révolution. Je suis, pendant un an, Ansar al-Charia pour leur consacrer un film, diffusé sur Arte.

À cette époque je diffuse au quotidien mon travail sur les réseaux sociaux, en particulier sur Twitter. De France et de Belgique, les jihadistes qui suivent cette ébullition en Tunisie s'abonnent à mon compte pour s'informer. Nous commençons ainsi à échanger, librement. Certains d'entre eux viennent en Tunisie pour assister aux cours dans les mosquées d'Ansar al-Charia, pour ensuite partir en Libye, puis, de Libye, en Syrie. Nous nous rencontrons alors dans ce cadre. Parmi ces Français, certains ont ensuite connu une trajectoire importante au sein de l'État islamique. C'est ainsi que je noue mes premiers contacts avec des dizaines de jihadistes français et quelques Belges. Des liens forgés avant leur départ en Syrie que j'ai entretenus pendant leur séjour et que j'ai maintenus pour certains jusqu'à leur mort ou leur retour en France.

Les jihadistes tentent de donner l'impression qu'ils représentent une nébuleuse tentaculaire. C'est en réalité un petit monde où presque tout le monde se connaît et où tout fonctionne par recommandation. Un contact en amène un autre. Mon premier livre sort en mars 2014 après des entretiens menés durant plus

d'un an avec une vingtaine d'entre eux, alors totalement galvanisés par leur projet. Ce second livre, issu de mon travail avec le site d'information Les Jours, est le fruit de deux ans d'entretiens, menés entre 2014 et 2016, chez eux en France, en prison, en Syrie et en Irak par téléphone, avec une vingtaine d'autres qui sont revenus déçus mais pas forcément repentis du jihad. Quelques-uns sont libres, beaucoup sont en prison. Des hommes, mais aussi des femmes.

Ce livre raconte leur histoire, et tente de déconstruire les mécaniques sociales, religieuses, politiques, familiales et psychologiques qui les ont fait basculer. Il raconte aussi leurs déceptions et la menace qu'ils continuent de représenter sur le territoire national. Une menace inédite que les autorités, littéralement submergées par les flux, ne savent pas encore gérer.

Couvrir cette actualité, c'est aussi avoir vu revenir en France, pour y mener les attentats les plus meurtriers de son histoire, des personnages connus et suivis à la trace depuis des années. Et rester stupéfait que cela ait seulement pu être possible, alors qu'ils avaient tout dit et tout écrit de leurs intentions terroristes. Depuis longtemps. L'ampleur de ce phénomène avait-elle été prise suffisamment au sérieux et à temps ? Certainement pas. Couvrir le jihadisme de la génération Syrie depuis son année zéro, 2011, c'est se heurter à un déni mondain et protéiforme, teinté d'ignorance et de vanité, sur les plateaux de télévision. Le déni de ceux que nous appellerons les « jihadosceptiques ».

En avril 2014, des tenants de ce « jihadoscepticisme » m'incendient en chœur sur le plateau d'une émission tardive de service public, alors que je tente vainement d'expliquer que nombre de jihadistes français sont partis en Syrie, animés, dès le départ, de projets terroristes assumés. C'était un mois après la sortie de mon premier livre dans lequel certains éléments d'une unité jihadiste francophone basée à Alep, ceux-là mêmes qui allaient

deux ans plus tard constituer la cellule souche du commando du 13 Novembre, me révélèrent de façon anonyme, dès 2013, qu'ils ambitionnaient de revenir en France pour y tuer le maximum de civils.

Mais évoquer cette possibilité relevait alors du tabou. Le dire, en avril 2014, valait tous les anathèmes. Et ce soir-là, il n'en manqua pas un seul. Après avoir fait une distinction entre les groupes jihadistes, je commence à expliquer que, pour les Français d'une formation alors inconnue du grand public, l'EIIL, l'État islamique en Irak et au Levant, actuel EI, la logique est claire : « Lorsque vous leur posez la question des actes terroristes sur le sol français, dis-je alors, tous vont vous dire que c'est légitime, qu'il faut faire cela... » À cet instant, je suis interrompu par un sociologue : « Pas du tout ! » s'exclame-t-il. Il évoque un de ses collègues « qui travaille sur ces sujets depuis quinze ans et qui n'est pas tombé là-dessus. » « Attendez, laissez terminer David Thomson », lance l'animateur dans le sourire satisfait de celui qui a devant lui l'olibrius dont le propos farfelu amuse autant qu'il réveille son plateau. Je tente de poursuivre. « Dans leur esprit, frapper la France serait légitime, parce que son armée est présente... » Nouvelle interruption unanime. Le plateau s'affole. Pétris de certitudes, l'universitaire réfute mes propos : « Je n'ai jamais entendu ça ! Alors pourquoi partent-ils si loin, si l'ennemi est déjà ici ? J'aimerais bien savoir ! » Il m'accuse de faire le jeu des extrêmes. « Vous êtes en train de diffuser la représentation qui motive un certain nombre de Français ici qui se représentent cette guerre comme étant un terrorisme potentiel contre le territoire européen et qui fait le jeu du populisme européen. » Une représentation ? Non. Une analyse factuelle sur la foi de deux années d'un travail de terrain, au contact de jihadistes tunisiens et français.

Un moment de solitude vertigineux, en direct. Et ce n'est pas terminé. Celle qui deviendra un an plus tard, du moins aux yeux

des médias, la « passionaria de la déradicalisation » à la française, abonde. « Leur fantasme, c'est de mourir là-bas, pas de revenir ici ! » Puis, une autre sociologue y va, elle aussi, de sa saillie, évoquant le risque de stigmatisation des musulmans. « Il y a un glissement dangereux ! Est-ce que ça ne va pas permettre de mettre en place des politiques qui vont encore cibler des populations musulmanes ? » Puis vient l'estocade finale, d'un célèbre avocat. « Qu'est-ce que dit Marc Trévidic ? me lance l'avocat médiatique, il ne dit pas du tout ce que vous dites. Je crois qu'il en connaît un peu plus que vous sur la question. C'est pas parce qu'on a fait un reportage et qu'on a rencontré quelques dizaines de jihadistes, qu'on est devenu un expert souverain sur la question. Je crois qu'il faut faire preuve de plus d'humilité. »

Très bien. Deux ans plus tard, près de 240 morts après et le triple de blessés, sans même compter les victimes françaises à l'étranger, le terrorisme fait partie du quotidien des Français. Il est dans tous les esprits. Pour longtemps.

Ce rappel de la teneur des débats qui précédèrent les attentats de 2015 donne la mesure du degré de déni et d'ignorance sur ce sujet au moment où il avait déjà bien émergé et où l'opinion commençait tout juste à découvrir son existence. Il permet aussi de comprendre pourquoi cette opinion est si mal informée sur le jihadisme. Et les sphères politiques également. Car, même si aucun des intervenants présents sur ce plateau ce soir-là n'avait mené le moindre travail empirique sur le sujet, tous se prévalaient de leur légitimité universitaire ou médiatique pour s'exprimer. Cette même prétendue légitimité qu'ils utilisent pour se vendre dans des institutions privées et publiques, des commissions parlementaires et des cabinets ministériels. Ces postures médiatiques orientent donc le débat public vers une compréhension erronée et ont, de ce fait, des conséquences politiques importantes.

On me reproche parfois d'humaniser les jihadistes. C'est une

INTRODUCTION

réalité que j'assume. Car la majorité ne sont pas nés jihadistes. Ils le sont devenus, souvent au sortir de l'adolescence. Même si cette réalité évolue. Aujourd'hui plus de 400 enfants français vivent en Syrie, conditionnés et socialisés dans le jihadisme. Un tiers sont nés là-bas. Environ 1 100 Français sont partis en Syrie depuis 2012, souvent en famille. À l'été 2016, les départs se tassent, pour la première fois, mais quasiment 700 sont encore sur place dont la moitié sont des femmes. Un cinquième d'entre eux a été tué. Un autre cinquième a préféré rentrer.

Sur le site *Les Jours*, nous les avons appelés les « revenants » et ils ont donné son titre à ce livre. À la fois parce qu'ils se définissent parfois eux-mêmes comme tels, mais aussi parce qu'ils semblent revenir, comme dans la série française éponyme, d'un au-delà. Recueillir leur parole me permet de tenter d'expliquer, non pas pour justifier, mais pour comprendre et déconstruire ces petites histoires françaises qui ont fait basculer leur pays dans une nouvelle ère du terrorisme.

PREMIÈRE PARTIE

Bilel

Quitter l'État islamique

Cet appel téléphonique entre un Français lambda et une administration quelconque pourrait ressembler à n'importe quel autre. L'homme demande des renseignements. Le fonctionnaire lui répond. À une nuance près. Il s'agit d'une communication téléphonique entre un jihadiste membre de l'État islamique (EI) en Syrie et un fonctionnaire du consulat de France à Istanbul, en Turquie. Après plus d'un an au sein de ce groupe jihadiste, Bilel¹, 27 ans, a décidé de rentrer en France avec sa femme de 22 ans et leurs trois enfants, deux fillettes et un nouveau-né de trois semaines. Avant de passer la frontière turque, comme des dizaines de Français avant lui, il a préféré se rendre de lui-même aux autorités françaises, en contactant son ambassade. Pour préparer son retour, et tenter de les convaincre qu'il ne souhaite pas revenir en France pour y commettre un attentat. Aujourd'hui, Bilel est en prison en Turquie et il est le premier Français poursuivi sur le sol turc pour des faits de terrorisme. Sa femme et ses trois enfants ont été expulsés vers la France, comme attendu, après trois semaines passées dans un centre de rétention en Turquie.

Bien sûr, Bilel rentre avec sa version des faits. Malgré une longue période passée dans plusieurs groupes classés terroristes en Syrie,

1. Son prénom a été modifié.

il jure ne pas avoir combattu et explique vouloir rentrer, une semaine après les tueries du 13 Novembre à Paris, par désaccord avec ces attentats de l'État islamique. C'est d'ailleurs pour attester de cette version qu'il a lui-même enregistré de Syrie ses communications avec les services consulaires français en Turquie, avant de les transmettre aux Jours. Au téléphone, aucune animosité ne transparait entre deux hommes pourtant situés dans deux camps ennemis, en état de guerre. Le ton est courtois, paraît même bienveillant. Chacun fait mine de chercher une solution administrative à une situation peu banale.

BILEL. Allô ?

CONSULAT. Oui, allô, bonjour.

BILEL. Oui, bonjour, monsieur. Monsieur V. ?

CONSULAT. Oui. Monsieur Y. ?

BILEL. Ma famille vous a contacté à mon sujet...

CONSULAT. Je ne vous entends pas bien. Ça coupe tout le temps. Vous êtes où actuellement ?

BILEL. Là, actuellement, je suis en Syrie.

CONSULAT. Vous comptez passer quand ?

BILEL. Bah... Dès que j'ai le feu vert de votre côté, en fait.

CONSULAT. Bon alors le feu vert, on vous le donnera mais pas de manière précise. Parce qu'on ne peut pas prendre la responsabilité qu'il vous arrive quelque chose du côté syrien.

BILEL. Non, du côté syrien ça va...

CONSULAT. Mais on pourra vous le dire lorsqu'on aura confirmation, dès que les Turcs auront notre signalement concernant votre arrivée.

BILEL. Non, y a pas de risque. Moi, vous savez, monsieur, le risque que je crains le plus, c'est plus du côté turc. Du côté syrien, y a pas de risque.

CONSULAT. Y a personne à la frontière devant la gare ?

BILEL. Non, y a personne.

CONSULAT. Y a pas de contrôle Daesh ?

BILEL. Non. Mais moi, mon appréhension, c'est plus côté turc...

CONSULAT. Non, non. Je vous rappellerai. Je vous dirai quand les Turcs seront prévenus. Bon, par contre faut y aller de jour, hein, pas de nuit...

BILEL. Ah oui, moi, ma démarche, elle est claire... Je comptais y aller vers 9 heures ou 10 heures du matin...

CONSULAT. C'est parfait, c'est parfait. Bon, à la limite, en fonction des retours que j'aurai, vous pouvez prévoir ça demain matin ?

BILEL. Oui, dès que possible je peux venir, monsieur.

CONSULAT. OK... Bon, écoutez, je reviens vers vous. Restez à côté de votre téléphone, je vous rappelle dans la journée.

BILEL. D'accord.

CONSULAT. D'accord ? Voilà, à tout à l'heure donc.

BILEL. Et une dernière question ?

CONSULAT. Oui ?

BILEL. J'aurais aimé que vous leur demandiez la procédure que je dois suivre parce que j'ai des enfants en bas âge.

CONSULAT. J'ai bien compris, oui.

BILEL. Je vais sûrement avoir des sacs de vêtements avec moi, donc pour pas qu'il y ait de craintes ou quelque chose...

CONSULAT. Voyagez le plus léger possible quand même dans l'idéal, hein.

BILEL. Et j'ai un petit de trois semaines...

CONSULAT. Oui, à ce propos du petit, vous avez un certificat de naissance de l'hôpital ?

BILEL. Oui, c'était la question aussi. Est-ce qu'il y a quelque chose que je peux prendre comme papier ?

CONSULAT. Bah, un certificat de naissance, c'est déjà ça...

BILEL. En français, j'imagine ?

CONSULAT. Bah non, ça va être en arabe. Mais vous le prenez en arabe et vous le ferez traduire ici...

BILEL. Parce que je pense que je peux l'avoir en français aussi.

CONSULAT. Vous pouvez l'avoir en français, vous pensez ?

BILEL. Oui.

CONSULAT. Ben, faites-en un en arabe et un en français dans ce cas-là, c'est l'idéal. Les petites, elles n'ont rien, elles, par contre ?

BILEL. Si, elles ont encore leurs cartes d'identité.

CONSULAT. Ah, elles ont leurs cartes d'identité ? Ah, je savais pas, ça. Et la maman ?

BILEL. Aussi.

CONSULAT. Ah aussi ? Ben, ça, c'est une bonne nouvelle. Ça évitera trop de paperasse. Donc il faudrait un laissez-passer uniquement pour le petit ?

BILEL. Oui.

CONSULAT. Bon, c'est une bonne nouvelle. Essayez d'obtenir ce certificat pour le petit. Vous aviez d'autres questions ?

BILEL. Non, c'est bon.

CONSULAT. OK. Bon, ben je vois avec la police turque où ils en sont et je vous rappelle pour vous dire si c'est bon.

BILEL. D'accord, très bien, merci beaucoup.

CONSULAT. Au revoir.

BILEL. Au revoir.

Quelques heures plus tard, Bilel appelle de nouveau le consulat.

CONSULAT. Allô ?

BILEL. Oui, allô, bonjour. Monsieur V. ?

CONSULAT. Oui, monsieur Y. Bon alors, je suis allé à la pêche aux nouvelles, je sais que vous avez essayé d'appeler votre sœur. Euh, rien de neuf de votre côté ?

BILEL. Euh... Bah je suis allé à l'hôpital, j'ai essayé de prendre un papier pour mon fils, j'ai pas réussi.

CONSULAT. Ah. Bon. On verra comment on fait. Euh donc, pour l'instant, la seule information que j'ai, en fait j'en ai deux à vous donner. La première, c'est que les autorités turques ont accusé

réception de votre signalement. Euh, un petit détail qui a son importance, ils disent : « On sait pas comment il va faire pour passer, la frontière est fermée. » Alors, je sais pas si vous avez repéré ? BILEL. Ouais, j'ai repéré un petit peu les lieux, j'ai vu comment c'était. Ils ont mis une cloison, les Turcs, de leur côté. Une cloison en béton, un grand mur en béton. Je pensais pouvoir le longer en fait.

CONSULAT. Euh, écoutez... Vous voyez... En tout cas, euh... Voilà leur réponse. Si vous voulez, ils sont souverains dans leur pays, donc ils ont le droit de s'opposer à votre entrée. Maintenant, je ne pense pas qu'ils le feront. Maintenant, si vous arrivez à passer, écoutez, tant mieux, voilà, ils sont au courant.

BILEL. Mais est-ce que c'est possible ou ils vont me tirer dessus ?

CONSULAT. Non, je pense pas qu'ils vont vous tirer dessus. Je ne pense pas, mais on ne peut vous donner aucune garantie bien évidemment, on n'est pas à leur place. Maintenant, ça semble peu plausible qu'ils vous tirent dessus. Voilà, puisqu'ils sont au courant, ils nous ont répondu, donc c'est bon signe. Voilà, mais on ne peut évidemment vous donner aucune garantie.

BILEL. Vous pouvez me répéter ce qu'ils vous ont dit ?

CONSULAT. Ils ont dit qu'ils avaient bien noté votre possibilité d'arrivée, mais qu'ils se demandaient comment ça allait être possible puisque la frontière à cet endroit est fermée.

BILEL. Et même minée...

CONSULAT. Euh ça, je ne sais pas.

BILEL. Si, du côté syrien, elle est minée.

CONSULAT. D'accord. Euh... Y a pas un autre endroit pour passer ?

BILEL. Bah, c'est le chemin le plus court, hein, parce qu'après, plus loin, y a le risque que l'organisation, elle tente de me rattraper.

CONSULAT. Hum, hum. Pourquoi, vous êtes en fuite actuellement ?

BILEL. Oui je suis en fuite depuis plusieurs mois déjà.

CONSULAT. Oui, donc ils sont pas forcément à vos trousses actuellement, quoi.

BILEL. Non, j'ai réussi à me faire oublier en fait.

CONSULAT. Oui, c'est ça... Euh... Voilà en tout cas les informations que je peux vous donner, je sais pas si ça vous convient? J'imagine, pas trop... Euh... maintenant, je sais pas, est-ce que vous conservez votre souhait de passer, éventuellement demain matin, c'est ça?

BILEL. Oui, oui, ben oui. Je veux quitter le territoire de cette organisation.

CONSULAT. Voilà, donc *a priori* ils ne tireront pas. Vous savez dire « France » en turc ou pas?

BILEL. Non.

CONSULAT. Ben, on dit « Fransa ».

BILEL. « Fransa », d'accord.

CONSULAT. Voilà, comme en arabe d'ailleurs, tiens. Donc vous n'avez qu'à dire ça, si vous êtes en face de militaires turcs.

BILEL. Parce qu'ils ont la gâchette facile sur la frontière quand même, hein.

CONSULAT. Oui, oui, je sais, maintenant, à cet endroit-là, ils savent qu'il y a une possibilité que vous passiez. Donc ils vous attendent.

BILEL. OK. Ils savent mon signalement. Ils savent que je viens en famille, ils savent que j'ai trois enfants?

CONSULAT. Oui, oui. Ils ont toutes les identités, le nombre de personnes.

BILEL. Mais c'est déjà arrivé, ce cas? Ils ont déjà été confrontés à une situation pareille?

CONSULAT. Euh non, parce que là il n'y a pas de poste-frontière. La nouveauté, c'est ça. Mais qu'ils soient prévenus et qu'ils attendent, c'est déjà arrivé.

BILEL. Et ça s'est passé comment?

CONSULAT. Bien. Y a pas d'antécédent négatif. Par contre, c'était à des postes-frontières. C'est ça la différence. C'est-à-dire qu'ils ont ouvert la porte, y avait une porte, quoi. Là, y a pas de porte.

BILEL. Oui, c'est un point que j'avais repéré depuis quelque temps

déjà. Mais comme ça faisait longtemps que j'étais pas monté à la frontière, quand je suis remonté, j'ai vu les tranchées, j'ai vu les murs...

CONSULAT. Écoutez, essayez de longer, c'est peut-être la solution. Voilà. Donc, *a priori*, s'ils nous posent la question, vous tenteriez demain matin ?

BILEL. Oui. Ou ce soir, si je vois que ça commence à bombarder beaucoup vers chez moi.

CONSULAT. Il fait trop sombre déjà, là, non ?

BILEL. Ouais, c'est ça le problème, on avait dit en journée.

CONSULAT. Il vaut mieux être le plus à découvert possible dans ces cas-là hein. Enfin c'est vous qui voyez.

BILEL. Et vous savez comment ça va se passer après ?

CONSULAT. Ben après, c'est la procédure d'expulsion. Ça peut durer assez longtemps, en moyenne trois semaines.

BILEL. D'accord. OK. Et, pendant ces trois semaines, je serai en prison ?

CONSULAT. Incarcéré.

BILEL. Je serai avec ma famille ?

CONSULAT. Je ne sais pas. Non, généralement, hommes et femmes sont séparés.

BILEL. D'accord, écoutez, je vais tenter demain.

CONSULAT. OK, ben bon courage. Par contre, si ça se passe bien, même si ça se passe mal d'ailleurs, euh... vous me rappelez ?

BILEL. Et je fais comment s'ils me tirent dessus ? Je vous rappelle comment ?

CONSULAT. Non, évidemment, hors cette option. Si vous arrivez à passer de l'autre côté, demandez à passer un coup de fil et appelez-nous.

BILEL. D'accord, parce que moi, j'aurais voulu écarter cette possibilité définitivement, c'est pour ça que je suis entré en contact avec vous, que je vous ai expliqué ma démarche.

CONSULAT. Écarter quoi comme possibilité ?

LES REVENANTS

BILEL. La possibilité qu'ils me tirent dessus.

CONSULAT. Oui, oui, on a bien compris, c'est un peu l'idée. Maintenant le fait qu'ils soient informés, ça limite un tant soit peu les risques, hein.

BILEL. D'accord.

CONSULAT. Voilà, donc bon courage.

BILEL. Merci.

CONSULAT. Et prévenez-nous.

BILEL. D'accord. Bah, écoutez, si tout se passe bien et que j'arrive à être réceptionné d'une bonne façon... Mais le problème, c'est qu'il y a une personne qui parle français là-bas, c'est ça ?

CONSULAT. Ah non, y a personne, là. Vous ne parlez pas turc, vous ?

BILEL. Je parle pas du tout, pas un mot de turc.

CONSULAT. Vous aurez peut-être des arabophones avec un peu de chance.

BILEL. D'accord. Bah, écoutez, moi je vous mets au courant tout de suite, demain à 10 heures pétantes, je serai là-bas, inch' Allah.

BILEL. OK, c'est bien noté, bon courage, monsieur.

Le lendemain de cet appel, à 10 heures, comme convenu avec le consulat de France, Bilel, sa femme et les trois enfants passent la frontière ensemble, à pied. Malgré les mines antipersonnel et les risques de tirs des deux côtés, toute la famille parvient à traverser. Les Turcs, prévenus par le consulat de France de leur passage à cette heure et à cet endroit précis, les interpellent immédiatement. Longuement interviewé par Les Jours la veille de son départ, Bilel ne nourrit pas la moindre illusion sur ce qui l'attend en France : « Je me rends directement aux autorités turques. Après, le monsieur [du consulat, NdA] m'a expliqué que j'allais faire de trois à cinq semaines de détention dans un centre de rétention pour qu'on soit expulsés de Turquie. Après ce sera interrogatoire et je sais qu'en France je vais aller en prison. C'est quand même une faute ce que j'ai fait, c'est pas quelque chose de léger. »

L'arrivée en Syrie

La décision de quitter l'EI est venue progressivement. D'abord, dit Bilel, en raison de la spirale de violence dans laquelle le groupe s'est engagé. « Je suis pas venu en Syrie pour faire du mal, je suis venu faire du bien. Et je me rends compte qu'en fait, ici, je fais plus de mal que de bien. Maintenant je fais partie d'une organisation qui est devenue l'ennemie numéro 1 mondial. Moi, je suis pas venu pour être l'ennemi du monde et je me rends compte que c'est de pire en pire. »

« J'avais pas de projet à long terme en France »

En France, Bilel, titulaire d'un bac gestion, vivait du RSA, après avoir enchaîné les petits boulots d'intérim. « J'avais pas de projet à long terme en France. » Il explique avoir basculé dans l'idéologie jihadiste après un bref passage par le salafisme quiétiste. Ses parents, des ouvriers à la retraite nés au Maroc, pratiquent un islam traditionnel, très éloigné du jihadisme. « Ils ont eu peur et ils ont été choqués de mon départ, ils n'ont pas compris le but de ma démarche. Moi, quand je suis arrivé ici, j'étais un peu engrené dans le milieu jihadiste. En France, je suivais ça comme tout le monde, dans les reportages, sur Facebook. Facebook, à l'époque, ça marchait beaucoup parce que tout le monde avait